



**CARSOC**

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

# **PROJET DÉMOCRATIE, PAIX ET RECONSTRUCTION DES CAPACITÉS EN RDC**

**PROJET D'APPUI À LA RÉINGÉNIÉRIE DE LA NATION CONGOLAISE**

**= 2024 - 2028 =**

*Trois composantes :*

- 1. Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise – PADSOC*
- 2. Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société civile – PDCP*
- 3. Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société - PGTEES*

**= Synthèse des programmes =**

## CONTENU

1. Introduction .....	3
2. Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) – Projet actualisé .....	5
3. Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société civile – PDCP.....	10
4. Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société – PGTEES .....	14
Annexe : Dépliant de CARSOC et PARNaC .....	18

**CONTACT:    CARSOC**

Tél/whatsapp :            **+243 815 733 053**                    **+1 514 970 8392**  
Courriel :                    [carsocasbl@yahoo.com](mailto:carsocasbl@yahoo.com)            [irsc.ong@gmail.com](mailto:irsc.ong@gmail.com)  
Site :                            [www.changecongordc.org](http://www.changecongordc.org)

## INTRODUCTION

Le CARSOC a lancé en mars 2024 à Kinshasa le « Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC) » à travers différentes activités, dont un atelier et des plaidoyers, qui se sont déroulées jusqu'au mois de juin 2024. D'autres activités d'accompagnement de certaines autorités congolaises se sont poursuivies en juillet et août 2024. Pour mettre en exergue la nature des interventions, la dénomination « Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC » est désormais ajouté au titre du projet.

Les activités réalisées (dont documents sur [www.changeconcordc.org](http://www.changeconcordc.org)) portaient sur la diffusion auprès des élites civiles et politiques congolaises ainsi que des partenaires au développement des documents ci-après :

1. *Agenda d'un choc systémique en R.D. Congo pour transformer l'État, l'économie et la société, dit Agenda-2024;*
2. *Proposition des décisions gouvernementales urgentes pour marquer dans la conscience collective le retour de l'autorité de l'État et redonner confiance aux Congolais, dit Complément Agenda-2024;*
3. *Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC).*

Le PARNaC est-il trop ambitieux en visant la « réingénierie » de la Nation Congolaise? Oui, et il le faut, considérant le gouffre dans lequel se trouve cette dernière. Est-ce un projet réaliste et opérationnalisable? Oui, certainement! La décomposition de ce dernier en trois composantes présentées dans ce document le démontre. Et ce projet n'impliquerait guère de grands investissements pour l'impact qu'il devrait avoir en termes de création des capacités humaines et institutionnelles de transformation positive de la RDC.

Car, d'abord, tout indique que la Nation Congolaise se trouve piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace, construite progressivement par effets cumulatifs des institutions et pratiques de mal gouvernance mises en place par ses élites politiques successives, qui s'auto-renforcent dans la production d'un système d'opportunités et de contraintes qui oblige ses acteurs à sélectionner majoritairement des comportements de promotion de leurs intérêts individuels au détriment de l'intérêt général (corruption comme équilibre des jeux d'acteurs). Ensuite, l'«état d'anomie» s'amplifie tant au niveau micro-sociétal, surtout dans les milieux urbains où des comportements individuels et collectifs se produisent désormais comme s'il n'y avait plus aucun repère, qu'au niveau macro-sociétal où la gouvernance publique échappe de plus en plus aux règles établies qui n'arrivent plus à s'auto-imposer ou à être imposées (p. ex.: budget de l'État de 2023 exécuté à plus de 51% en procédures d'urgence en dehors des règles, nomination des juges de la Cour Constitutionnelle et renversement de la majorité parlementaire en 2021-2022 en violation des lois, etc). Enfin, le processus de développement politique, économique et social du pays se trouve durablement bloqué, en bonne partie suite aux comportements des élites devenues prisonnières d'un système institutionnalisé de prédation.

Le système de prédation et l'état d'anomie présents dans les institutions publiques à tous les niveaux privent désormais l'État de capacités organiques pour mener à bien l'action publique et des projets d'intérêt général, tout en conditionnant les acteurs politiques régnant à compromettre la démocratie

pour conserver le pouvoir afin de sauvegarder leurs intérêts personnels. En outre, la faillite et les dynamiques politiques de l'État central se répercutent sur les gouvernements provinciaux (malgré leur caractère fortement décentralisé prévu par la Constitution), les privant également de capacités d'assumer l'autorité étatique. Dans ce contexte, la question devrait se poser de la pertinence de la forme unitaire actuelle versus la forme fédérale de l'État Congolais.

La Nation Congolaise est par ailleurs empêtrée dans un autre piège depuis trois décennies, celle des guerres à répétition dans la partie orientale du pays. La destruction susmentionnée des capacités de l'État est à l'œuvre dans toutes ces guerres à travers des échecs de l'armée nationale; elle l'est encore davantage dans la guerre en cours depuis 2021. En effet, comment un État dont l'autorité est difficilement perceptible (en matière de gestion de l'intérêt général) dans la capitale Kinshasa, siège de toutes ses institutions nationales, pourrait en garantir la manifestation sur des champs de batailles se déroulant à plus de 2.000 Kilomètres? La possibilité de la fin de la guerre actuelle fait également face aux questions légitimes sur l'intelligence stratégique au sommet de l'État en matière de sa gestion ou des négociations y afférentes, à la détermination des politiciens au pouvoir d'en faire un fonds de commerce en politique intérieure (principal argument lors de la campagne électorale de 2023, un des arguments justifiant depuis octobre 2024 la nécessité de changer la Constitution car son article 217 faciliterait la cession d'une partie du territoire national au Rwanda, diabolisation désormais systématique de l'ancien président Joseph Kabila comme responsable de la présente guerre depuis qu'il a appelé en décembre 2024 les Congolais à faire barrage au projet de changement de la Constitution, ...), etc.

Quoiqu'il en soit, construire une paix durable, tenant compte des causes profondes et permanentes de ces guerres (espace, richesses et populations), pourrait requérir de la RDC, lorsque cela lui sera possible à court, moyen ou long terme, une vision de grandeur qui lui permette de réimaginer ensemble avec le Rwanda et le Burundi le territoire, la citoyenneté et l'État.

Le présent document présente les trois composantes qui opérationnalisent le PARNaC. Ces composantes sont complémentaires pour progresser vers la création des capacités collectives de reconstruire la Nation Congolaise en la réinventant. Il s'agit de :

1. Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC);
2. Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société civile (PDCP);
3. Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société (PGTEES).

Chacune des trois composantes va différemment toucher la sensibilité de ceux qui vont lire ce document. Le projet a besoin de tous les soutiens et appréciera tout apport associé à l'une ou l'autre de ses composantes. Les personnes ou organisations intéressées à soutenir le PARNaC peuvent contacter l'équipe du projet à travers les coordonnées indiquées ci-haut.



## **CARSOC**

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

**Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise - PARNaC**

# **PROGRAMME PERMANENT D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE – PADSOC**

***Pour Améliorer la Sélection des Gouvernants et les « Contraindre » à la Performance.***

## CONTENU

1. Justification .....	7
2. Mission .....	8
3. Objectifs .....	8
4. Conclusion .....	9

## I. JUSTIFICATION

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo (CARSOC) a exécuté du 1er juin 2022 au 20 décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise ». Ce programme a consisté à appuyer les acteurs congolais prodémocratie (société civile et partis politiques) pour renforcer leurs capacités dans le cadre du processus électoral qui s'est clôturé le 20 décembre 2023. Plusieurs activités de sensibilisation et d'interpellation des acteurs politiques majeurs congolais ont été réalisées. Le programme s'est clôturé par le déploiement des activités visant le renforcement des capacités des citoyens à voter efficacement à travers le projet dénommé « Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI) » mis en œuvre d'octobre à décembre 2023.

À la clôture du Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile, quelques constats majeurs relevés ont démontré la nécessité de poursuivre l'intervention à travers un autre programme plus adapté pour relever les défis qui en découlent. Ces constats sont les suivants:

1. Des faiblesses organisationnelles et fonctionnelles endémiques des groupes et mouvements citoyens à la base qui constituent des sociétés civiles dans les localités;
2. L'engagement prodémocratie très modeste de plusieurs grandes organisations de la société civile durant la législature 2019-2023 (contrairement à la période précédente), à la suite de certaines allégeances politiques de leurs dirigeants.
3. L'absence totale des capacités de mobilisation par des organisations de la société civile de leurs membres ou des populations en général, au niveau tant local que supra-local, dans des actions de contrôle citoyen des gouvernants ou de revendication des droits économiques et sociaux.
4. La grande facilité des électeurs à se faire manipuler ou corrompre par des candidats aux élections.
5. Le caractère ponctuel des interventions d'éducation électorale limitées à quelques semaines avant les scrutins.
6. La grande propension des gouvernants à tous les niveaux (national, provincial et local) et dans toutes les institutions publiques à la mauvaise gouvernance.

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC), comme composante du PARNaC, succède à ce premier programme. Il va s'atteler à préparer dans la durée la société civile à une sélection efficace des dirigeants du pays aux élections générale de 2028, tout en les outillant à exercer un contrôle citoyen rigoureux sur les dirigeants issus des élections de 2023 de manière à les « contraindre » (pousser) à la performance tout au long de cette législature.

Dans cette perspective, l'action du PADSOC va consister à étendre l'expérience du programme d'éducation électorale intensive (PEEI). Le PEEI a procédé par la création des équipes au sein des paroisses catholiques et protestantes, qui par la suite avaient la charge de réaliser l'éducation des électeurs dans leurs communautés respectives.

À travers le PADSOC, il s'agira donc de généraliser la création des équipes permanentes au sein des 1445 paroisses de l'église catholiques du Congo (ainsi qu'au sein des paroisses protestantes opérant dans les territoires de ces paroisses catholiques). Par la suite, le programme va mettre en œuvre un processus permanent de renforcement des capacités de ces équipes pour qu'elles s'acquittent adéquatement de la tâche d'appuyer le développement des sociétés civiles locales et des capacités de mobilisation collective des citoyens dans leurs rayons d'action respectifs (territoire couvert par une paroisse).

Le résultat des actions du PADSOC au niveau de la base sera l'émergence, par effet de synergie, des sociétés civiles dynamiques au niveau municipal, provincial et national; disposant des capacités renforcées de mobilisation collective pour « contraindre » à la performance les dirigeants, à travers la défense de la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que des revendications vigoureuses pour l'amélioration des conditions socio-économiques de vie des populations. Par ailleurs, les électeurs auront acquis, bien avant les élections de 2028, des capacités accrues pour voter leurs futurs dirigeants avec lucidité sans céder aux manipulations de toutes sortes des candidats.

## **II. MISSION**

La mission du PADSOC se formule comme suit :

« Améliorer la sélection des gouvernants congolais et accroître leur performance en matière de démocratie, de gouvernance et de développement socio-économique, en construisant des capacités locales de mobilisation et d'action collective pour :

1. Influencer et contrôler l'action des gouvernants;
2. Défendre la démocratie et la bonne gouvernance et voter efficacement;
2. Revendiquer efficacement le droit au bien-être économique et social ».

## **III. OBJECTIFS**

Les objectifs à atteindre par le PADSOC sont :

1. Faire émerger et renforcer le développement organisationnel des groupes d'actions civiques (nouveaux et préexistants) dans les localités congolaises.
2. Développer les capacités des groupes d'actions civiques et des résidents des localités à défendre la démocratie et la bonne gouvernance ainsi qu'à voter efficacement leurs dirigeants.
3. Amener les groupes d'actions civiques et les résidents des localités à intensifier les revendications de leurs droits au bien-être économique et social.

#### **IV. CONCLUSION**

Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) va contribuer à la préparation progressive dans la durée de la société civile congolaise pour les prochaines luttes pacifiques visant la construction d'un État démocratique et de droit en R.D. Congo. Car, ce sont ses faiblesses multiformes qui expliqueraient en grande partie la propension et la facilité d'instaurer la mauvaise gouvernance et des formes de dictature par les différentes élites politiques après leur accession au pouvoir.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement envers la démocratie congolaise est sans faille : l'église catholique et l'église protestante. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur l'ensemble du territoire national. Au niveau local, ces paroisses sont aussi des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines constituées des élites locales actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux églises le cadre institutionnel privilégié pour la mise en œuvre du PADSOC.



## **CARSOC**

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

**Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise - PARNaC**

# **PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES ET PROFESSIONNALISME DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE - PDCP**

***Pour accroître l'efficienne du capital humain des professions essentielles à  
l'ingénierie sociétale***

## CONTENU

1. Justification .....	12
2. Mission .....	13
3. Objectifs .....	13
4. Conclusion .....	13

## I. JUSTIFICATION

En RDC, la détérioration continue du système éducatif depuis le début des années 1990 (suite aux pillages, instabilité/transition politique, crise économique aigue -hyperinflation-, ...) a débouché aujourd'hui sur sa déliquescence très avancée : structures (de gestion) inopérantes, délabrement avancé des infrastructures et autres équipements, ressources financières et matériels didactiques inexistantes, apprenants en surnombre par rapport aux capacités du système, enseignants sous-qualifiés sur le plan disciplinaire et pédagogique; personnels mal payés, démotivés et largement corrompus, programmes d'enseignement non-actualisés et inadaptés aux besoins du pays, etc. Ces réalités sont généralisées dans le secteur éducatif autant public que privé et à tous les niveaux (primaire, secondaire, supérieur/universitaire), à quelques exceptions près des écoles privées élitistes (écoles internationales) et certaines relevant du secteur conventionné géré par les grandes confessions religieuses, dont principalement les Églises catholique et protestante.

Le résultat de toutes ces tares qu'a charriées l'éducation nationale sur une longue durée (au moins trente ans) est l'insuffisance de compétences avérées dans le chef des diplômés qui sont sortis du système pendant tout ce temps et en sortent encore aujourd'hui. Ce fait est connu et décrié par tout le monde au Congo, à commencer par le Président de la République lui-même qui s'en est plaint à plusieurs reprises durant son premier mandat (2019-2023). La conséquence en est que, lorsqu'ils parviennent à être recrutés, ces diplômés ont de sérieuses insuffisances en termes de productivité, d'efficacité et d'efficience. Ceci est déjà un problème actuellement pour des organisations opérant à travers le pays, mais cela va devenir un obstacle majeur quand celui-ci va amorcer la phase de son démarrage et, ensuite, de son décollage économique dans lesquelles le besoin en professionnels et main-d'œuvre qualifiés croîtra de façon vertigineuse.

Le développement de compétences et professionnalisme du capital humain est la principale voie par laquelle toute société change et se développe. D'abord, des ressources humaines efficaces sont le moteur non-seulement de rendement et de rentabilité accrus, donc de croissance des organisations respectives, mais aussi de leur développement institutionnel, c'est-à-dire le changement vers l'efficience des normes, règles, structures, croyances et pratiques en leurs sein. Ensuite, ce développement organisationnel/institutionnel au niveau micro et méso-sociétal, lorsqu'il se produit dans des professions ou domaines pivot, entraîne par effet de synergie la réingénierie progressive des normes, règles, structures, croyances et pratiques au niveau macro-sociétal. Car, il faut le reconnaître, le changement institutionnel efficace ou inefficace de toute société est à la fois, d'un côté, la somme synergique des changements organisationnels/institutionnels efficaces ou inefficaces soutenus dans les organisations intermédiaires ou de base et, de l'autre côté, la résultante des demandes formulées par celles-ci qui sont aussi fonction du degré de leurs développements institutionnels internes.

L'éducation nationale constitue le canal privilégié pour développer les compétences et professionnalisme du capital humain national. Toutefois, lorsque celle-ci se trouve en piteux état tel que décrit ci-dessus, des solutions pérennes de renforcement de capacités des professionnels en service s'imposent. D'où la pertinence du Programme de développement de compétences et professionnalisme dans la société civile (PDCP) comme composante du Projet d'appui à la réingénierie de la société congolaise (PARNaC).

## **II. MISSION**

La mission du Programme de développement de compétences et professionnalisme dans la société civile (PDCP) est d'offrir à la RDC une solution permanente et accessible à une grande masse de personnes pour renforcer les compétences et le professionnalisme du capital humain en activité dans des domaines à grands potentiels de transformation (réingénierie) de la société congolaise.

Le PDCP s'adresse à la société civile congolaise en générale, c'est-à-dire toutes les entités (individus ou organisations) qui ne relèvent pas de la « société politique » quand bien même certaines pourraient y opérer professionnellement (tels que les fonctionnaires civils de l'État). Celles-ci comprennent donc : enseignants, fonctionnaires et agents publics, opérateurs économiques, professionnels des organisations de la société civile, etc.

## **III. OBJECTIFS**

Le PDCP poursuit les trois objectifs suivants :

1. Créer l'infrastructure en ligne adéquate permettant l'accès massif, à tout temps, de partout et à moindre coût aux solutions de recyclage des compétences professionnelles dans les quatre domaines visés.
2. Créer un programme de formation consistant dans chacun des quatre domaines visés et des contenus de formation et d'auto-formation pertinents de niveau universitaire, pratiques, accélérés et accessibles.
3. Opérationnaliser une école de formations (en ligne) comme cadre institutionnel de réalisation pérenne des apprentissages par des professionnels et des services de renforcement de capacités aux organisations.

## **IV. CONCLUSION**

Ce document de vulgarisation du projet PARNaC offre une description sommaire du PDCP, sans dévoiler les détails de la stratégie de mise en œuvre du processus de recyclage de compétences. Ces détails sont décrits dans le document de projet destiné à des partenaires spécifiques.



## **CARSOC**

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo**

**Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise - PARNaC**

# **PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE TRANSFORMATION DE L'ÉTAT, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ - PGTEES**

***Pour doter les gouvernants congolais des politiques publiques pertinentes***

## CONTENU

1. Justification .....	16
2. Mission .....	17
3. Objectifs .....	17
4. Conclusion .....	17

## I. JUSTIFICATION

En RDC, les institutions et les comportements des acteurs qu'elles génèrent, dans les domaines aussi bien publics que privés, se sont dégradés constamment au fil du temps en termes d'efficacité, d'efficience, de pertinence et de qualité. En outre, les tentatives d'y apporter des correctifs sont tout aussi constamment mises en échec par des dynamiques systémiques qui se sont durablement installées dans la société congolaise.

La dégradation continue des institutions et des comportements, en piégeant les acteurs congolais dans le système de prédation, a entraîné avec elle le pays sur une trajectoire continue de sous-développement politico-administratif, économique et social; notamment en privant les élites nationales des capacités nécessaires pour gérer adéquatement d'autres facteurs conjoncturels et structurels internes et externes qui affectent le processus de développement de la nation. En conséquence, la RDC est aujourd'hui un pays dont la population vit dans un État en faillite, avec une administration publique déliquescence et un état des lieux socio-économiques désastreux.

Pour autant, dans leur grande majorité, les partis politiques congolais n'ont guère de programme de gouvernement détaillé et pertinent par rapport à la situation du pays, au-delà des expressions d'intentions générales de ce qu'ils comptent réaliser une fois au pouvoir. Les tâtonnements du gouvernement de la R.D.C. issu des élections de 2018, à travers d'abord le programme des 100 jours lancé au début de mandat mais qui n'a pas pu être complété tout au long de celui-ci, ensuite le programme de développement de 145 territoires lancé en fin mandat pour essentiellement servir de plateforme électorale aux élections de 2023, sont là pour en témoigner.

Fort de ce constat, le CARSOC s'est investi à élaborer un programme gouvernemental dont il a proposé, de mars à juin 2024, une première mouture aux élites civiles et politiques congolaises ainsi qu'aux élus issus des élections de décembre 2023 sous le titre « Agenda d'un choc systémique en R.D. Congo pour transformer l'État, l'Économie et la Société », dit Agenda-2024 (voir [www.changeconcordc.org](http://www.changeconcordc.org)). Ce programme holistique contient plusieurs propositions générales d'actions gouvernementales pour reconstruire l'État, l'économie et la société qui requièrent chacune un travail complémentaire d'approfondissement et d'opérationnalisation pour leur mise en œuvre efficace. Il était espéré que les autorités congolaises se l'approprient et se donnent les moyens de faire avancer ce travail. Ceci n'a toutefois pas été le cas, d'autant plus que ce dernier aurait été perçu comme concurrent aux « travaux préparatoires de l'élaboration du Plan National Stratégique de Développement 2024-2028 » lancés à la même période au niveau du Ministère du Plan et dont a découlé le programme du Gouvernement actuel. Ce programme a été évalué par CARSOC et ses conclusions transmis à ce dernier. Il semblerait aussi, selon certains renseignements, que des propositions en matière de transformation de la gouvernance n'auraient pas été les bienvenues dans un système institutionnalisé de prédation.

C'est donc cette tâche d'approfondissement, opérationnalisation et planification de diverses propositions de politiques publiques contenues dans l'Agenda-2024 qui est confiée au projet « Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société (PGTEES) ». Le programme gouvernemental détaillé qui en découlera sera proposé, avant les prochaines élections générales de 2028, aux gouvernants attitrés selon les matières et les paliers de gouvernement, aux partis politiques en compétition électorale et à la société civile pour inspirer des réformes profondes ou des

demandes de réformes visant à inverser sa trajectoire institutionnelle actuelle et redémarrer son processus de développement politique, économique et social.

## **II. MISSION**

La mission du PGTEES est de faciliter des réformes profondes en RDC par la production des connaissances pertinentes sur les besoins en la matière et des politiques publiques pour les réaliser.

## **III. OBJECTIFS**

Le PGTEES poursuit les quatre objectifs suivants :

1. Créer une équipe multidisciplinaire pour approfondir, opérationnaliser et planifier les propositions de politiques publiques formulées dans l'Agenda-2024.
2. Mobiliser des ressources nécessaires au travail de cette équipe.
3. Produire des documents de politiques publiques pertinentes en matière de transformation adéquate de l'État, de l'économie et de la société en R.D.C.
4. Faire adopter ces politiques publiques par les gouvernants congolais (actuels ou futurs), les partis politiques et la société civile.

## **IV. CONCLUSION**

Le PGTEES s'inscrit dans le prolongement du travail déjà commencé avec l'Agenda-2024 de formulation des politiques publiques pertinentes pour la R.D.C., en approfondissant, opérationnalisant et planifiant les propositions formulées. L'ambition de cette démarche est de doter les gouvernants et les partis politiques congolais des stratégies pertinentes de réformes pour qu'ils se l'approprient, tout en outillant la société civile des bases solides de revendication des réformes de l'État, de l'économie et de la société.

**ANNEXE :**  
**Dépliant de CARSOC et PARNaC**

## ORIGINE

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo est une ONG congolaise enregistrée aux Ministères de la Justice et de l'Intérieur. Le CARSOC développe ses projets en partenariat avec l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise qui s'occupe du plaidoyer international. L'IRSC est le nouveau nom du « Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) » enregistré au Canada.

Le CARSOC a exécuté de juin 2022 à décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » pour appuyer les acteurs (civils et politiques) prodémocratie.

Le « Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC) » qui lui succède se fonde sur ces constats :

1. La R.D.C. se trouve piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace.
2. L'« état d'anomie » s'amplifie en R.D.C. tant au niveau micro que macro-sociétal.
3. Le blocage dans le sous-développement politique, économique et social ainsi que la persistance des guerres à l'Est de la R.D.C.

Le PARNaC a été lancé à Kinshasa à travers différentes activités (atelier et plaidoyers) réalisées de mars à juin 2024. La dénomination « Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC » est désormais ajouté au titre du projet pour mettre en exergue la nature de ses interventions.

## COMPOSANTES

Le PARNaC a trois composantes :

1. Le PADSOC - Programme Permanent d'Appui au

Développement de la Société Civile Congolaise : en charge de réorganiser l'action civile pour transformer le champ politique congolais. Ce programme développe trois chantiers :

- Construire une société civile mobilisable;
  - Construire une révolution démocratique à l'horizon 2028;
  - Construire une approche innovante pour une paix durable à l'Est de la R.D.C.
2. Le PDCP : Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société Civile : en charge du recyclage des compétences professionnelles nécessaires à l'ingénierie sociétale. L'unique chantier de ce programme est l'opérationnalisation d'une école de haut niveau pour

développer massivement les compétences professionnelles des congolais.

3. Le PGTEES - Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société : en charge de proposer des politiques publiques pertinentes aux gouvernants. Son chantier principal consiste à approfondir et opérationnaliser les propositions d'actions gouvernementales contenues dans l'Agenda-2024 ayant servi au lancement du PARNaC.

## VISION

La vision du PARNaC est l'émergence et la consolidation d'un État réformateur efficace pour le développement intégré et intégral de la R.D. Congo.

## OBJECTIFS

1. Élargir le bassin des politiciens réformateurs au sein des institutions de la République et de la classe politique congolaise.
2. Faire adopter par les gouvernants des stratégies pertinentes de transformation profonde de l'État, de l'économie et de la société.
3. Renforcer la société civile congolaise comme groupe de pression efficace sur les gouvernants et ses membres comme des acteurs de changement/développement institutionnel dans leurs professions respectives.

## RESSOURCES

Financé à ces jours uniquement par ses initiateurs, le PARNaC est à la recherche des partenaires. Nos contacts sont :

[carsocasbl@yahoo.com](mailto:carsocasbl@yahoo.com) / [irsc.org@gmail.com](mailto:irsc.org@gmail.com)

Tél/Whatsapp: +1 514 970 8392 / +243 815 733 053

[www.changecongodc.org](http://www.changecongodc.org)



## CARSOC

Centre d'Appui au Renforcement de la  
Société Civile et la Bonne  
Gouvernance en R.D. Congo

### Projet Démocratie, Paix et Reconstruction des Capacités en RDC

*Projet d'Appui à la Réingénierie  
de la Nation Congolaise  
= 2024 - 2028 =*

En partenariat avec :

**Institut pour la Reconstruction de la  
Société Congolaise  
IRSC (GREPACEC)**